

**Chapitre 2 : Comment sortir d'une récession ?**

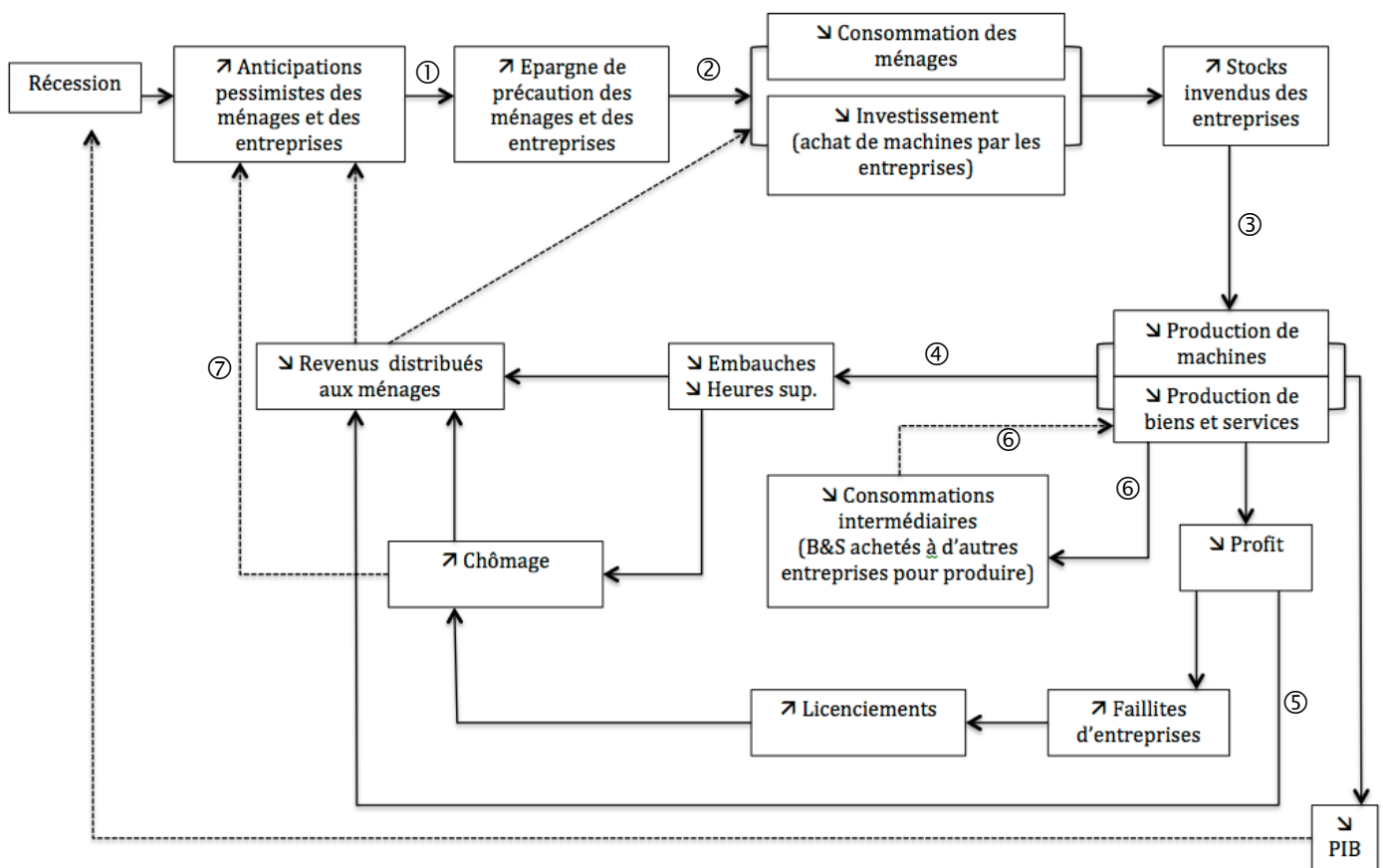
**Exercice : les mécanismes d'une récession**

✍ 1- En groupe de 2 ou 3 élèves, découpez les étiquettes ci-dessous et utilisez-les pour construire un schéma d'implication (A → B → C etc.) montrant que les récessions peuvent former un cercle vicieux.

✂ -----

Récession	↘ Embauches et/ou Heures sup.	↘ P.I.B.	↘ Consommations intermédiaires des entreprises
↗ Chômage	↘ Consommation des ménages	↘ Revenus distribués aux ménages	↗ Licenciements
↘ Profit des entreprises	↗ Stocks d'inventus	↘ Investissement (achats de machines par les entreprises)	↗ Faillites d'entreprises
↘ Production de biens et services	↗ Epargne de précaution des ménages et des entreprises	↘ Production de machines	↗ Anticipations pessimistes des ménages et des entreprises

Schéma corrigé



✍ 2- Explicitez (c'est-à-dire détaillez ce qui se passe entre 2 étiquettes) les 7 flèches numérotées.

✍ 3- Les flèches en pointillés, représentent des rétroactions. Montrez que ces rétroactions sont responsables du caractère auto-entretenu (ou cumulatif) de la récession.

✍ 4- Simplifiez ce schéma en ne retenant que 4 éléments à relier entre eux de façon circulaire : ↘ Production / ↘ Consommation / ↘ Revenus / ↘ Emploi.

## Doc 1 : Que faire face à la récession ?

Il y a aujourd'hui beaucoup de gens bien intentionnés, attachés à leur pays, qui s'imaginent que la chose la plus utile qu'ils puissent faire et que puissent faire leurs semblables pour remédier à la situation, c'est d'économiser plus que d'habitude (...)

Or, dans d'autres conditions, tout ceci pourrait être fort bien, mais malheureusement dans les conditions actuelles [la Grande dépression des années 1930], (...) c'est exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire. Car [en temps normal] le but de l'épargne [est de permettre de financer des investissements] [...] tels que la construction de maisons, d'usines, de routes, de machines, etc. Mais s'il se trouve déjà un excédent important de main-d'œuvre disponible pour pareil emploi, alors le résultat de l'épargne est d'accroître cet excédent, et par conséquent de grossir les rangs des chômeurs. De plus, lorsqu'un homme est privé de travail, d'une façon ou d'une autre, la diminution de son pouvoir d'achat a pour effet de réduire au chômage ceux qui produisaient ce qu'il ne peut plus acheter. Et ainsi la situation s'aggrave de plus en plus, et l'on ne sort plus d'un véritable cercle vicieux (...)

Par conséquent, ô ménagères patriotiques, sortez dès demain matin dans les rues, et dirigez-vous vers ces ventes réclames miraculeuses qui se trouvent annoncées à tous les coins. Vous vous ferez du bien à vous-mêmes car jamais les choses ne furent aussi bon marché, (...) Et réjouissez-vous par surcroît à la pensée que vous favorisez la main-d'œuvre, que vous enrichissez le pays, car vous redonnez de la vie à de grands centres d'activités et l'espoir au Lancashire, au Yorkshire et à Belfast.

Source originale : Allocution radio-diffusée de l'économiste **John Maynard Keynes**, 1931.

Source numérique: "Les classiques des sciences sociales"

✍5- Qu'est-ce que l'économiste britannique John Maynard KEYNES propose-t-il pour sortir de la récession des années 1930 ?

✍6- Pourquoi l'épargne est-elle nuisible en période de chômage selon Keynes ? Aidez-vous du schéma précédent pour répondre.

✍7- Quels sont les effets attendus des dépenses accrues des ménagères ? Aidez-vous du schéma précédent pour répondre.

✍8- Pourquoi malgré ce discours, est-il rationnel, en période de récession, que les ménages et les entreprises continuent à épargner et non à dépenser davantage, aggravant ainsi la récession ?

**A savoir** : Pour sortir des récessions, il est donc nécessaire que la production et l'embauche reprennent. Mais les agents économiques que sont les ménages et les entreprises forment des anticipations pessimistes quant à leur avenir qui les poussent à épargner et réduire leurs dépenses de consommation et d'investissement au minimum. Les récessions sont donc dues à un défaut de dépenses mais, comme les récessions s'auto-entretiennent, elles peuvent s'installer durablement et entraîner l'économie dans un cercle vicieux.

Puisqu'il est rationnel pour les ménages et les entreprises d'épargner en cas de récession, c'est au seul acteur qui représente l'intérêt général de se substituer, momentanément, aux dépenses insuffisantes de consommation et d'investissement des agents privés, en dépensant et investissant à leur place. L'Etat peut, en effet, utiliser son budget pour stimuler les dépenses privées et donc la production et l'emploi. Cela s'appelle une politique budgétaire de relance.

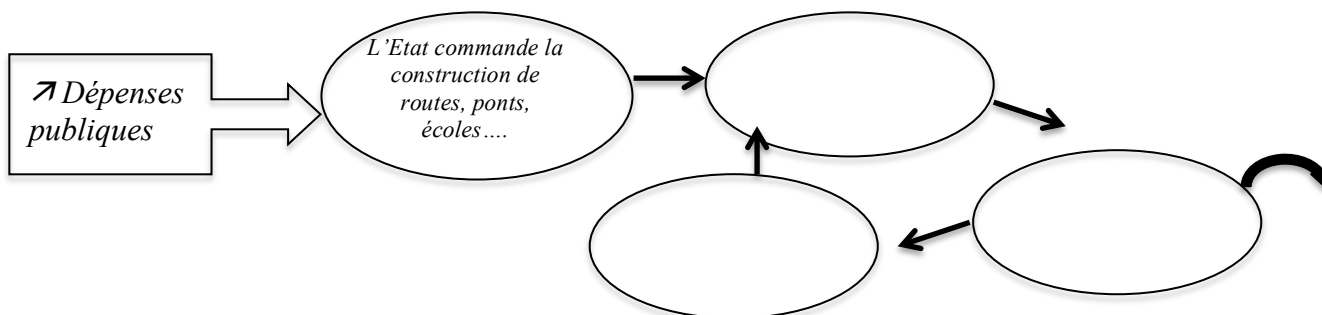
## Document 2 – Les dépenses publiques prises dans le circuit économique

L'idée que l'Etat peut stimuler l'activité économique en jouant sur la demande est ancienne. Les politiques de grands travaux ont par exemple été très utilisées lors de la crise de 1929, notamment aux Etats-Unis avec la *Tennessee Valley Authority* de Roosevelt. En effet, en commandant des travaux à des entreprises désœuvrées, l'Etat injecte du pouvoir d'achat dans l'économie et les entreprises sont amenées à recruter des salariés qui, à leur tour, dépenseront plus. [...] Cette demande supplémentaire des pouvoirs publics a donc un effet puissant sur la production, grâce au mécanisme du multiplicateur : les dépenses publiques engendrent des revenus pour les entreprises ou les ménages qui sont en grande partie dépensés ; ces dépenses entraînent une nouvelle production, d'où une nouvelle distribution de revenus. [...]

Cet enchaînement dépenses-production-revenus n'est évidemment pas sans limites. D'abord, tous les revenus nouveaux ne sont pas dépensés, ce qui fait que l'impact des dépenses publiques s'affaiblit peu à peu. La question cruciale est donc de savoir ce que vaut la propension marginale à consommer, c'est-à-dire quelle part d'un revenu supplémentaire les ménages vont dépenser.

A. Parienty, « A quoi sert la politique budgétaire ? », *Alternatives Economiques Poche* n°46, 2010

✍9) Avec les cinq mots suivants, complétez, à partir du texte, le schéma ci-dessous résumant l'effet multiplicateur : « ↗ dépenses de consommation et d'investissement », « ↗ épargne », « ↗ embauches et revenus », « ↗ production ».



- ✍ 10- Montrez qu'une hausse des dépenses publiques peut enclencher un cercle vertueux de relance.
- ✍ 11- Comment la baisse des impôts sur les ménages et/ou les entreprises pourrait aussi permettre de relancer la croissance et l'emploi ?
- ✍ 12- Explicitez comment l'épargne amoindrit ce cercle vertueux.
- ✍ 13- Que se passe-t-il si la consommation et l'investissement se tournent vers des produits importés ?

#### Document 4 : Des exemples de politiques budgétaires de relance

• Depuis les travaux de Keynes, l'Etat apparaît comme un acteur à part entière dans le système économique. L'un de ses rôles consiste à relancer la machine en cas de crise. La politique du New Deal, mise en place par Franklin Roosevelt aux Etats-Unis en 1933, en est l'illustration la plus connue. Mais en France, le plan de relance initié par le gouvernement Mauroy en 1981, après la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles, était aussi d'inspiration keynésienne. [...] Le plan de relance de Pierre Mauroy repose sur un corpus à la fois idéologique et économique. Il répond tout d'abord aux attentes de l'électorat de Mitterrand, constitué majoritairement des classes populaires. Les trois quarts des ouvriers ont voté pour lui et attendent une augmentation du pouvoir d'achat ainsi qu'une réduction du chômage. Ce plan est aussi marqué par la théorie keynésienne, plaçant l'Etat au centre de la politique économique. Le gouvernement Mauroy met alors le paquet. L'Etat embauche 55 000 fonctionnaires dès le mois de juin. En juillet, le smic est relevé de 10 %. Le minimum vieillesse, les allocations handicapés, familiales et logement augmentent à leur tour de 20 % à 25 %. Au total près de 10 milliards de francs sont injectés dans l'économie, soit 1 % du produit intérieur brut (PIB). L'objectif est de relancer la consommation pour atteindre le plein-emploi. (Source « Le plan Mauroy, ou la relance ratée de 1981 » LE MONDE ECONOMIE | 18.02.2009 | Par Jacques-Marie Vaslin)

• Annoncé dans ses grandes lignes par Nicolas Sarkozy en décembre 2008, le plan de relance de l'économie française se voulait "audacieux" et "ambitieux", selon les termes du chef de l'Etat. Doté initialement d'un budget de 26 milliards d'euros, son ampleur a été renforcée ensuite par d'autres mesures comme les prêts aux constructeurs automobiles en janvier 2009 et les aides aux ménages décidées lors du sommet social à l'Elysée en février. Ce qui porte le coût budgétaire total du plan à 34 milliards d'euros sur 2009 et 2010 [...].

**Les mesures fiscales en faveur des entreprises.** [...] le coût global des mesures fiscales en faveur des entreprises s'élève à 16,4 milliards d'euros sur 2009 et 2010, contre 10 milliards estimés. Ces mesures visant à soutenir la trésorerie des entreprises ont en effet rencontré un vif succès. Ont-elles eu une incidence immédiate sur l'activité ? C'est peu probable, mais elles ont certainement permis "d'éviter un grand nombre de faillites d'entreprises", a commenté le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud.

**La prime à la casse.** Plus besoin de le rappeler : la prime de 1.000 euros versée pour l'achat d'un véhicule neuf a rencontré un vif succès au cours de l'année 2009, à tel point qu'elle a été prorogée en 2010, même si son montant a été réduit à 700 euros en janvier et à 500 euros en juin. Un million de primes à la casse ont été payées fin août 2010, représentant un montant de 940 millions d'euros depuis la mise en place du dispositif, alors que sa dotation initiale était de 220 millions. [...]

**La contribution du secteur public financier.** La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a contribué pour près de 1,5 milliard d'euros sur 2009 et 2010 au plan de relance. Elle a notamment assuré la construction de 19.000 logements sociaux l'an passé.

**L'aide à l'embauche dans les TPE.** Egalement appelé le "zéro charges TPE", ce dispositif d'exonérations de charges patronales sur les bas salaires pour les entreprises de moins de dix salariés a connu un démarrage plutôt lent. A peine la moitié (200 millions d'euros) des crédits budgétés pour ce dispositif ont été consommés en 2009. [...] Prévue pour bénéficier potentiellement à 3 millions d'employeurs, elle n'a donné lieu qu'à 1 million d'aides au 1<sup>er</sup> avril 2010, au bénéfice de 315.000 TPE. Pour un coût total de 338 millions d'euros. [...]

**L'investissement des entreprises publiques et des collectivités locales.** Pour inciter les collectivités locales à accroître leurs dépenses d'investissement, donc à participer à la relance, l'Etat s'est engagé à leur reverser avec un an d'avance les dotations du fonds de compensation de la TVA. Mais au final, les sommes versées à ce titre (3,85 milliards d'euros en 2009) ont surtout servi à améliorer la situation financière des collectivités et non à relancer l'investissement, note la Cour. Du côté des grandes entreprises publiques (EDF, GDF-Suez, La Poste, la RATP, la SNCF), elles aussi appelées à contribuer au plan de relance à hauteur de 4 milliards d'euros, le bilan n'est pas plus glorieux : le montant de leurs investissements exceptionnels s'est limité à un milliard d'euros en 2009. (Source : « Le vrai bilan du plan de relance français », L'Express, Emilie Lévêque, publié le 14/09/2010)

- ✍ 14- Listez les différentes mesures de politiques budgétaires de relance mises en œuvre en France en 1981 et en 2008-2009 et indiquez pour chacune si elles agissent du côté ↗ des dépenses publiques ou du côté ↘ des recettes fiscales.